



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HERAULT

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Occitanie**

520 allée Henri II de Montmorency  
34064 MONTPELLIER Cedex 2

**ARRÊTÉ DREAL - 2018-34 - 004**  
**instituant des servitudes d'utilité publique**  
**en application de l'article L.555-16 du code de l'environnement,**  
**prenant en compte la maîtrise des risques**  
**autour de la canalisation de transport d'hydrocarbures**  
**de diamètre 24 pouces dénommée « canalisation portuaire 24 pouces » de BP France**  
**entre le poste de déchargement des navires de GDH SNC située dans le port de Sète**  
**et le dépôt de GDH SNC à Frontignan**

**Commune de Frontignan**

**Le Préfet de l'Hérault,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**  
**Officier de la Légion d'Honneur,**

**Vu** le Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, et notamment ses articles L555-16, R555-30, R555-30-1 et R555-31 ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme ;

**Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles R122-22 et R123-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** la demande d'autorisation préfectorale en date du 10 octobre 2016 et complétée les 9 février 2017 et 22 mars 2017 par laquelle la société BP France, dont le siège social est situé 12 avenue des Béguines, Immeuble le Cervier 95 866 Cergy Pontoise Cedex, sollicite l'autorisation de construction et d'exploitation d'une canalisation de transport d'hydrocarbures de diamètre 24 pouces dénommée « canalisation portuaire 24 pouces » sur les communes de Sète et Frontignan, et le dossier joint à cette demande ;

**Vu** le rapport de recevabilité du dossier de demande d'autorisation susvisé établi en date du 28 mars 2017 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

**Vu** le courrier de notification du 19 avril 2017 adressé au pétitionnaire informant de la recevabilité du dossier de demande d'autorisation susvisé ;

**Vu** les avis et les observations formulés dans le cadre de la consultation des maires et des services à laquelle il a été procédé le 24 avril 2017, dans le cadre de l'instruction administrative réglementaire ;

**Vu** les réponses apportées par BP France aux avis et remarques émis lors de la consultation des services administratifs et des collectivités territoriales par courrier des 18 et 19 juillet 2017 ;

**Vu** l'avis du 23 juin 2017 émanant de l'autorité environnementale ;

**Vu** l'addendum du 04 septembre 2017 au dossier de demande d'autorisation susvisé de BP France adressé à monsieur le préfet de l'Hérault intégrant une modification de tracé suite à la consultation administrative ;

**Vu** la conférence administrative du 3 octobre 2017 réunie dans le cadre du IV de l'article R555-14 du code de l'environnement et le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie du 06 octobre 2017 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-I-1182 en date du 19 octobre 2017 portant ouverture d'une enquête publique conjointe sur la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la canalisation de transport d'hydrocarbures 24 pouces en vue de l'établissement de servitudes nécessaires à la construction et à l'exploitation de cet ouvrage et à la demande d'autorisation de construire et exploiter une canalisation de transport d'hydrocarbures 24 pouces, valant autorisation au titre de l'article L555-2 du code de l'environnement (législation sur l'eau) conformément à l'article R555-19 dudit code,

**Vu** les observations émises lors de l'enquête publique ;

**Vu** le rapport d'enquête publique prononçant un avis favorable en date du 10 janvier 2018 assorti de recommandations ;

**Vu** le courrier de BP France du 08 mars 2018 proposant un dossier de porter à connaissance des modifications au dossier de demande d'autorisation et des compléments transmis par le pétitionnaire du 30 mars 2018 ;

**Vu** le rapport et les propositions de la la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie en date du 10 avril 2018 ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 26 avril 2018 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du **18 MAI 2018** déclarant d'utilité publique les travaux de construction et d'exploitation de la canalisation de transport d'hydrocarbures de diamètre 24 pouces dénommée « canalisation portuaire 24 pouces » de BP France entre le poste de déchargement des navires de GDH SNC située dans la darse 2 du port de Sète et le dépôt de GDH SNC à Frontignan sur le territoire des communes de Frontignan et Sète et instituant des servitudes d'utilité publique prévues à l'article L555-27 du code de l'environnement ;

➤ **Vu** l'arrêté préfectoral du **18 MAI 2018** autorisant la société BP France à construire et exploiter une canalisation de transport d'hydrocarbures de diamètre 24 pouces dénommée « canalisation portuaire 24 pouces » entre le poste de déchargement des navires de GDH SNC située dans la darse 2 du port de Sète et le dépôt pétrolier de GDH SNC à Frontignan ;

**Considérant** que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

**Considérant** que selon l'article R555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L555-16, trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation, sont définis ; les critères de ces périmètres sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur la canalisation de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux figurant ci-dessous et reproduites sur la carte annexée<sup>1</sup> au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites sur la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

| Canalisations de transport d'hydrocarbures construite ou modifiée et exploitée par le transporteur BP France | Commune impactée par les servitudes |
|--|-------------------------------------|
| « Canalisation portuaire 24 pouces »   | Frontignan                          |

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

### Ouvrage traversant la commune :

| Nom de la canalisation              | PMS<br>(bar) | DN           | Longueur dans<br>la commune<br>(en mètres) | Implantation | Distances S.U.P.<br>(en mètres de part et d'autre de<br>la canalisation) |      |      |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--|--------------|--|------|------|
|                                     |              |              |  |              | SUP1   | SUP2 | SUP3 |
| Canalisation portuaire<br>24 pouces | 10           | 24<br>pouces | 2 669                                      | Enterrée     | 120  | 15   | 10   |
|                                     |              |              |  |              |  |      |      |

<sup>1</sup> La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la Préfecture de l'Hérault, et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Occitanie, ainsi que dans l'établissement public compétent ou la mairie de la commune concernée.

## **Article 2 :**

Conformément à l'article R555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié susvisé.

**Servitude SUP2**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3**, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

## **Article 3 :**

Conformément à l'article R555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

## **Article 4 :**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L151-43, L153-60, L161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

## **Article 5 :**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées au plan local d'urbanisme de la commune de Frontignan conformément aux articles L151-43 et L153-60 du code de l'urbanisme.

## **Article 6 : Publicité**

Conformément à l'article R554-60 du code de l'environnement , le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de l'Hérault et adressé au maire de la commune de Frontignan.

## **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

## **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le maire de la commune de Frontignan ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, la Région Occitanie en tant que Propriétaire du Domaine Public Portuaire défini par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée, ainsi qu'au Président de BP France.

Montpellier, le **18 MAI 2018**  
Le Préfet,  
Pour le Préfet, par délégation  
Le Sous-Préfet



**Philippe NUCHO**

**ANNEXE à l'arrêté préfectoral : carte des servitudes dites « SUP1 »**







